

DVD : *Spain in Exile, Educational Documentary Films* (New York),  
Remerciements à l'*Unitarian Universalist Service Committee*  
et à l'*Andover-Harvard Theological Library* (Cambridge, MA)

© Les auteurs

© Édition originale en catalan :

Editorial Afers, Catarroja (Espagne), novembre 2010

Illustration de couverture :

Opération au bloc opératoire de l'Hôpital Varsovie (ca. 1946),  
photographie de l'*Andover-Harvard Theological Library* (Cambridge, MA)

Photographies intérieures :

remerciements à Serge Torrubia, Casa Bonifaci-Museu de Llimiana,  
Jeanne Saint-Saëns Gaillot, Biblioteca Nacional (Madrid),  
Andover-Harvard Theological Library (Cambridge, MA),  
Sonia Boissières, Zaika Vífuales

Avec la collaboration du Mémorial démocratique de Catalogne  
et du Musée d'histoire de la médecine de Catalogne

Cet ouvrage a été publié grâce au soutien  
du Conseil régional de Midi-Pyrénées  
et de la Mairie de Toulouse

© Nouvelles Éditions Loubatières, 2011  
10 bis, boulevard de l'Europe, BP 50014  
31122 Portet-sur-Garonne Cedex  
contact@loubatieres.fr  
www.loubatieres.fr

ISBN 978-2-86266-633-4

# L'HÔPITAL VARSOVIE

## EXIL, MÉDECINE ET RÉSISTANCE (1944-1950)

ÀLVAR MARTÍNEZ VIDAL  
ANTONI V. ADAM DONAT  
MIQUEL BRUGUERA  
SEBASTIAAN FABER  
JORDI GUIXÉ I COROMINES  
EMPAR PONS BARRACHINA  
ALFONS ZARZOSO

traduction de  
JANINE GARIPUY

*libre parcours*  
LOUBATIÈRES

70. E. ROVIRA: « *Medicina social. Aspectos sanitarios de la emigración española* », *Anales*, 2 (1948), p. 13-14.  
71. ROVIRA, 1948, p. 13.  
72. *Ibidem*, p. 14.  
73. P. CIRERA: « *Medicina social. Contribución a la lucha antivenérea* », *Anales*, 4 (1949), 10-11.  
74. P. CIRERA: « *Medicina social. Seis meses de campaña antisifilítica* », *Anales*, 5 (1949), p. 11-12.  
75. [Anonyme]: « *Medicina social. La lucha anticancerosa* », *Anales*, 6 (1949), p. 11-12.  
76. MEDINA DOMÉNECH, 1999, p. 149-165.  
77. F. BERMEJO: « *Medicina social. Charlas a las madres* », *Anales*, 8 (1950), p. 26-27.  
78. F. BERMEJO: « *Medicina social. Charlas a las madres* », *Anales*, 9 (1950), p. 14.

## « L'ATROCE CRIME » D'ÊTRE ANTIFASCISTE. L'AIDE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE AUX ESPAGNOLS RÉPUBLICAINS

Sebastian FABER

Dès les premiers jours du conflit, la guerre civile espagnole attira avec force l'intérêt de l'opinion publique nord-américaine. Le déclenchement de la seconde guerre mondiale, quelques mois après la fin de la guerre civile en Espagne, aurait dû éclipser définitivement cet intérêt. La réalité cependant démontra que l'impact du conflit espagnol sur les États-Unis d'Amérique demeurait profond, douloureux et tenace.

Aux USA, en juin 1948, le docteur Edward Barsky (1897-1975), qui avait sauvé des milliers de vies en tant que chirurgien et directeur des services médicaux des Brigades Internationales et qui, après la guerre civile, réalisa un énorme travail d'aide aux réfugiés républicains en France et au Mexique, était jeté en prison avec dix autres membres du *Joint Anti-Fascist Refugee Committee* (JAFRC). Tous étaient accusés de supposées activités antiaméricaines parce qu'ils avaient refusé de livrer au gouvernement des USA les archives de l'organisation qui contenaient les listes de réfugiés républicains en France. Peu de temps après, Barsky, jugé et condamné, fut privé de sa licence médicale\*.

Dans une lettre récente, Charles Clements, actuel directeur de l'*Unitarian Universalist Service Committee* (UUSC) – organisation

\* CARROLL, 1994, p. 286. Pour un compte rendu détaillé de la procédure légale, voir DEERY, 2009.

humanitaire très proche du JAFRC – déplorait que le gouvernement des États-Unis ait si mal traité ces héros de l'aide humanitaire : « Bien que l'UUSC n'ait pas été directement poursuivie, l'organisation, et de nombreux associés avec elle, en furent affectés en vertu du compromis passé avec l'Espagne. Mais, n'en soyons pas attristés. Elle fit ce qu'il fallait<sup>1</sup>. »

L'éditorial du premier numéro des *Anales del Hospital Varsovia*, publié pendant l'été 1948, exprime le même cri de protestation contre la persécution de leurs alliés et bienfaiteurs, lors de ces années si difficiles. « C'est avec une profonde émotion que nous avons reçu la nouvelle que les membres de la direction du Joint Anti-Fascist Refugee (sic) Committee de New York ont été emprisonnés pour "l'atroce crime" d'être antifasciste \*... ». Barsky et ses compagnons – affirmaient les éditorialistes de la revue – n'avaient commis d'autres délits que de « rester fidèles aux idéaux pour lesquels des dizaines de millions d'êtres avaient combattu et péri au cours de la dernière guerre et d'avoir secouru ceux qui en avaient besoin à la fin du conflit<sup>2</sup> ».

Bien, mais à quels idéaux, les auteurs de l'éditorial font-ils référence ? Bien que de nos jours, en ces temps pragmatiques et post-idéologiques, l'idéalisme n'ait pas la même connotation positive qu'il avait alors (comment distinguer l'idéaliste de l'extrémiste ou du fondamentaliste ?) la question n'est pas infondée. Les idéaux qui guidaient les luttes antifascistes ou les aides aux réfugiés, étaient-ils à proprement parler des idéaux politiques ou transcendaient-ils la politique et étaient-ils strictement humanitaires ? La distinction, plus que de pur académisme, est cruciale pour comprendre la nature de l'organisation de l'aide aux réfugiés espagnols de la guerre civile, ainsi que les obstacles à vaincre.

\* Le JAFRC envoyait environ 370 000 francs tous les mois à l'*Hospital Varsovia* par la voie de l'*Unitarian Service Committee*. PIKE, 1984, p. 175.

Sur le plan légal et fiscal, on considère que l'aide aux réfugiés est une action avant tout humanitaire, essentiellement opposée à l'intervention politique. À bien y regarder, la distinction est bien curieuse. Mises à part les personnes déplacées pour des catastrophes naturelles, les déplacements massifs de groupes humains tout au long du xx<sup>e</sup> siècle correspondent à un motif profondément politique, comme l'avait déjà pressenti Hannah Arendt, dans *The origins of totalitarianism*<sup>3</sup>. Au bout du compte, le déplacement est le résultat d'une expulsion, lorsqu'une communauté nationale ne tolère pas certains groupes en son sein. C'est pourquoi, quelle que soit la solidarité envers les déplacés, quelle que soit l'aide, il est implicitement entendu qu'il s'agit bien, sur le fond, d'un acte politique. En pratique, c'est ainsi que l'ont considéré beaucoup de ceux qui se sont dévoués pour aider les réfugiés depuis les premières grandes crises du xx<sup>e</sup> siècle. Et c'est ainsi que l'ont compris aussi, ceux qui, comme le sénateur McCarthy et le Comité d'activités anti-américaines, se sont consacrés à poursuivre ceux qui tentaient de soulager les souffrances des républicains expulsés de l'Espagne franquiste.

Du point de vue des réfugiés, il est donc bien discutable d'insister sur la distinction entre le politique et l'humanitaire. Et pourtant, cette distinction même fut à l'origine des efforts humanitaires de milliers de citoyens nord-américains profondément affectés par les événements qui se déroulaient en Espagne ; ces efforts permirent la collecte de fonds au bénéfice de la République harcelée, pendant et après la guerre civile espagnole. Les lois de neutralité votées par le Congrès des États-Unis d'Amérique en 1935, 1936 et 1937 interdisent expressément une quelconque contribution en matière militaire, et ne laissèrent qu'un mince espace légal pour la collecte de fonds à des fins « purement » humanitaires. Après la défaite de la République, la même limitation légale et fiscale fut imposée aux diverses organisations d'aide aux réfugiés. Par ironie du sort, le cadre légal qui rendit cette aide possible finit par entraîner sa propre perte : la simple suspicion que quelques entités, comme celle présidée par Edward Barsky, puisse avoir des mobiles politiques, suffisait à les paralyser quasi to-

talement \*. Qui plus est, l'issue malheureuse de l'action de Barsky et de ses compagnons allait devenir représentative des activités menées aux États-Unis en faveur des réfugiés républicains. Ce fut une tâche importante et de grand mérite qui fut accomplie, mais avec deux grands obstacles : le sabotage de la part des forces réactionnaires et, comme nous le verrons, les divisions internes, d'ordre politique, qui s'amplifièrent. Le plus souvent, ces divisions furent en relation avec le rôle que les communistes jouaient dans les organisations de masse : on se méfiait de leur projet politique (public ou secret, réel ou supposé). Il faut prendre en compte le fait qu'aux États-Unis, la guerre froide avait commencé dans les années 1920 et que la tension, apaisée entre 1935 et 1945, ne disparut jamais tout à fait. Comme l'affirme Eric Smith, la méfiance réciproque – entre staliniens et antistaliniens, entre socialistes et communistes, etc. – persistait, y compris dans les meilleurs moments de la collaboration du Front populaire en faveur de la République espagnole<sup>4</sup>.

### La mobilisation populaire en faveur de l'Espagne

Si, à la suite de la crise de 1929, les années 1930 furent, pour les États-Unis d'Amérique, des années de misère, de tension sociale et de crise économique, ce pays fut aussi le lieu d'une mobilisation et d'une solidarité citoyenne sans précédent, qui se traduisirent par la création continue et fébrile d'associations, ligues, alliances, clubs, groupes et syndicats ; tous avec leurs sigles, réunions, comités nationaux et locaux, et tous avec leurs bulletins, pamphlets et circulaires. Tout ceci répondait à la soif de s'organiser, par crainte de l'insécurité et par nécessité de protection mutuelle, et correspondait à certaines impulsions utopiques d'alors. L'éclatement de la guerre civile espa-

\* Le Comité d'activités anti-américaines justifia l'investigation sur Barsky et ses collègues avec l'argument qu'ils faisaient de la « propagande politique » de nature subversive au lieu de délivrer de l'aide humanitaire. Le directeur du FBI, l'omniprésent J. Edgar Hoover, était persuadé que les vétérans de la Brigade Lincoln s'étaient entraînés avec de l'argent du JAFRC pour être à l'avant-garde d'une révolution aux États-Unis.

gnole contribua, entre autres, à intensifier et justifier ces craintes et à raviver les aspirations et les espoirs politiques de la population américaine et de ses leaders. Ceci permet d'expliquer que le pays compta très vite des centaines d'organisations mobilisées pour la guerre d'Espagne, l'immense majorité d'entre elles arborant le drapeau républicain<sup>5</sup>. On sait que presque trois mille combattants des États-Unis luttèrent dans les Brigades Internationales. Mais, en réalité, ce furent des milliers de Nord-Américains qui, pendant trois ans, vécurent, avec une authentique et profonde préoccupation, les cruels événements qui se déroulèrent en Espagne.

La plus importante de ces organisations en faveur de la cause républicaine fut le *North American Committee to Aid Spanish Democracy* (NACASD ou NAC). Fondé en octobre 1936, à l'initiative des *American Friends of Spanish Democracy* et autres groupes alliés, il était dirigé par l'évêque méthodiste Francis McConnell et par le révérend Herman Reissig. Les *American Friends* créèrent aussi le *Medical Bureau to Aid Spanish Democracy* (MBASD), dirigé par le Dr Barsky<sup>6</sup>, qui fusionna avec le *North American Committee* en janvier 1938<sup>7</sup>. Ces deux organisations étaient de nature « front populiste » en ce sens qu'elles réunissaient, autour d'elles et de la cause antifasciste, des personnes d'opinions politiques diverses, depuis les pacifistes et progressistes libéraux jusqu'aux communistes et socialistes. Comme beaucoup d'autres institutions inspirées par l'idéal de Dimitrov, le NAC et le MBASD comptèrent avec la présence, le savoir faire et la capacité organisatrice des communistes. Cependant, cela ne signifiait pas obligatoirement leur céder le contrôle de l'institution<sup>8</sup>. E. Smith affirme même que le parti communiste fit d'importantes contributions au mouvement d'aide à la République espagnole mais qu'il n'accéda pas au contrôle de la direction de ces organisations<sup>9</sup>.

Entre 1936 et 1939, le NAC et le MBASD déployèrent avec succès une série de campagnes publicitaires qui attirèrent l'attention

\* Pour une description plus approfondie de ces organisations, voir SMITH, 2009.

des médias et favorisèrent une importante collecte de fonds. En janvier 1938, par exemple, le *Medical Bureau* déclarait avoir reçu plus de 150 000 dollars<sup>8</sup>. Cet argent permit l'envoi de personnel médical, de médicaments, d'ambulances et autre matériel à l'Espagne républicaine où Barsky réalisait un travail vraiment exceptionnel d'organisation de services médicaux et d'installations sanitaires<sup>10</sup>. En plus de concentrer leurs efforts vers l'assistance médicale et humanitaire, les groupes pro-républicains des USA s'attachèrent aussi à faire pression sur l'administration démocrate du président Roosevelt afin qu'elle abandonne la politique de non-intervention et intercède en faveur du gouvernement légitime d'Espagne. Ce furent trois ans de travail intensif et de dévouement constant qui continuent d'occuper un lieu central dans la mémoire collective de la gauche nord-américaine<sup>11</sup>.

Il n'est pas difficile d'imaginer l'impact et le désenchantement provoqués par la nouvelle de la victoire de Franco, parmi toutes ces personnes qui sympathisaient avec la République. Malgré tout, la cause de l'Espagne républicaine n'allait pas s'éteindre : restaient encore des milliers et des milliers de républicains nécessitant du soutien, peut-être alors plus que jamais, même si les circonstances et les besoins actuels étaient bien différents. Devant le cours que prirent les événements, quelques entités pro-républicaines des USA disparurent d'elles-mêmes, tandis que d'autres se transformèrent en groupes exclusivement consacrés à l'aide aux prisonniers et aux réfugiés. Ainsi durant les trois ou quatre ans qui suivirent la défaite républicaine, virent le jour de multiples organisations de ce type. Rien qu'aux USA on pouvait compter par dizaines les groupes solidaires. Au niveau national apparaissaient, aux côtés des célèbres *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*, *American Friends Service Committee* (AFSC) et *Unitarian Service Committee* (USC), le *Spanish Refugee Relief Campaign* (SRRC), l'*International Relief Association* et l'*Emergency Rescue Committee* (ERC), ce dernier fusionna plus tard avec l'*International Rescue Committee* (IRC). Ces organisations définissaient leur mission et leur activité comme exclusivement humanitaires, et certaines col-

laboraient entre elles, mais, malgré tout, leur action rencontra très vite des difficultés et se trouva entravée par des rivalités idéologiques, des tensions et des conflits politiques.

En avril 1939, le NAC/MBASD devint la *Spanish Refugee Relief Campaign* (SRRC), se définissant déjà comme une entreprise purement humanitaire « sans connexion avec un quelconque groupe politique<sup>12</sup> ». La décision de minimiser le profil politique de l'ancien NAC fut tactique et pragmatique. Le demi-million de réfugiés républicains constituait un défi humanitaire de dimension surhumaine et exigeait une solution demandant un effort de collecte de fonds sans précédent. Il fallait recourir plus que jamais à une assise de la population nord-américaine la plus large possible. Personne ne doutait que, pour cela, les affiliations politiques pouvaient avoir un effet contreproductif, en particulier s'il s'agissait d'en appeler aux sentiments humanitaires des différentes communautés religieuses. De même, la dépolitisation était indispensable pour pouvoir bénéficier des fonds de l'État, chaque fois plus généreux, fonds destinés par le gouvernement des USA et d'autres pays à aider les réfugiés européens, par l'intermédiaire du *National War Fund* (1943-1947) et du *War Refugee Board* (1944-1945).

La principale tâche de la SRRC fut de maintenir l'intérêt du public nord-américain pour le problème espagnol, le persuader que la souffrance de centaines de milliers de réfugiés espagnols dans le Sud de la France était aussi insupportable qu'injuste, et le convaincre que l'urgence de la crise transcendait tout intérêt politique particulier. À ces fins, la SRRC développa un certain nombre de campagnes d'information médiatiques visuelles. C'était bien logique : dans les années 1930, les avancées technologiques avaient conféré à l'image photographique une présence et une aura extraordinaires comme moyen de communication, non seulement dans les journaux mais aussi dans les revues créées précisément pour la photographie, comme *Life* où se publiaient les images de guerre de Robert Capa et autres photographes, obtenues grâce aux appareils portables (les fameux



Leica). De la même manière, l'invention de nouvelles caméras de cinéma, plus légères, permit l'entrée d'images en mouvement, plus ou moins spectaculaires, dans les informations cinématographiques.

Depuis le début de la guerre, la couverture en images du conflit avait combiné des scènes de guerre et des illustrations de la souffrance de la population civile, ce dernier aspect prenant de plus en plus d'importance. De fait, les images de milliers de réfugiés qui, à partir de janvier 1939, fuyaient et tentaient d'arriver en France, étaient plus dramatiques et alarmantes que jamais. En février, *Life* publia une grande photo de sept femmes espagnoles traversant un col enneigé des Pyrénées, traînant avec elles leur misère. Une autre photo montrait une route couverte de neige fondue, tandis qu'une colonne de réfugiés cheminait à côté de charrettes tirées par des chevaux. Un autre reportage, de Capa, montrait la route entre Tarragone et Barcelone, et une photo d'une vieille paysanne, désespérée devant la mort violente de son cheval et de son chien. Le reportage allait permettre au lecteur de se rendre compte, de ses propres yeux, de la souffrance causée par les continuelles attaques franquistes contre la population civile en fuite. Ces photos n'apparaissaient pas uniquement dans les journaux et revues. Capa et d'autres photographes – beaucoup d'entre eux solidaires de la République – permirent aussi à quelques organisations, comme la SRRC, d'utiliser ces images dans leur campagne de sensibilisation, pour tenter de canaliser l'indignation du public à des fins bénéfiques<sup>13</sup>. Ainsi, tout au long de l'année 1939, la SRRC, le siège new-yorkais et la centaine de délégations disséminées à travers le pays entreprirent un grand nombre de projets. Parmi eux, le plus ambitieux fut une campagne de collecte de fonds et de sensibilisation autour d'un documentaire cinématographique d'une demi-heure sur les camps de concentration français. Le film, intitulé *Refuge*, était en réalité une version doublée, tirée d'un autre film, *Un peuple attend*, réalisée la même année par Jean-Paul Le Chanois (ou Jean-Paul Dreyfus) ; il comportait des séquences d'informations ainsi que des images des camps filmées à l'aide d'une caméra cachée dans un sac en apparence rempli de légumes<sup>14</sup>.

### Barsky et les unitariens

La réalisation du film *Refuge* sera le dernier grand projet de la SRRC, organisation front populiste qui, comme beaucoup d'autres, ne survivra pas au choc provoqué par le pacte de non-agression germano-soviétique d'août 1939. Au mois de mars de l'année suivante, Barsky et ses sympathisants quittèrent la SRRC à cause du conflit ouvert entre communistes et non-communistes, et créèrent une organisation indépendante, appelée *Rescue Ship Mission*, qui avait pour objectif premier le transport maritime de réfugiés espagnols vers l'Amérique Latine. Les continuels conflits internes et les barrières élevées par le gouvernement des États-Unis d'Amérique aboutirent à l'échec de la mission. En mars 1942, la *Rescue Ship Mission* fusionna avec l'*United American Spanish Aid Committee* et l'*American Committee to Save Refugees* pour constituer le *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*, dirigé de nouveau par Barsky, qui consacra toute son énergie à la campagne appelée « *Spanish Refugee Appeal* \* ». De leur côté, les autres membres de la SRRC finirent par s'associer à l'*Emergency Rescue Committee* (ERC) dirigé depuis la France par Varian Fry. Cependant, comme le JAFRC n'avait pas licence pour distribuer des fonds humanitaires en Europe, dès le début, le comité de Barsky s'allia avec l'*Unitarian Service Committee* (USC). L'argent recueilli par le JAFRC, sur la base d'un accord, serait distribué par l'USC. C'est ainsi que s'ouvrit le chapitre de l'hôpital Varsovie, un des principaux projets de la collaboration entre le *Joint Anti-Fascist* et les unitariens.

L'*Unitarian Service Committee*, fondé en 1940 par l'*American Unitarian Association* (AUA), fut une des plus importantes organisations, parmi bien d'autres fondées aux USA, d'aide aux réfugiés, qui exercera un rôle décisif dans la sauvegarde de dizaines de milliers de

\* Barsky militait au parti communiste depuis 1935. DEERY, 2009, p. 170.

fugitifs et exilés européens durant et après la seconde guerre mondiale. Dans les moments critiques, l'USC gérait un budget annuel de plus d'un million de dollars, argent qui provenait de différentes sources : non seulement du *National War Fund*, du *War Refugee Board* et de l'*Intergovernmental Committee on Refugees*, mais aussi du *Spanish Refugee Appeal* de Barsky, qui fit un apport de 300 000 dollars au total<sup>15</sup>.

Significative est la présence de diverses congrégations protestantes parmi les groupes nord-américains qui sympathisaient avec l'Espagne républicaine. Bien que l'*American Unitarian Association* n'eût pas un profil politique très bien défini, le *Service Committee*, ainsi que la revue mensuelle de l'organisation, *The Christian Register*, attirèrent de nombreux intellectuels proches de la gauche radicale, sur la base du compromis antifasciste. C'est ainsi que le *Register*, dirigé par Stephen Fritchman, finit par ouvrir ses pages à des communistes et à des « compagnons de route », comme Howard Fast, W.E.B. DuBois, Earl Browder et Paul Robeson.

Malheureusement, peu après la fin de la seconde guerre mondiale, l'action des unitariens allait s'affaiblir, précisément à cause de leur collaboration avec le groupe de Barsky. Vers la fin de 1945, le Comité d'activités anti-américaines de la chambre des représentants (HUAC) — créé en 1938 et à ce moment-là, dirigé par Wood et Rankin — fixa son attention sur le *Joint Anti-Fascist*, suspecté d'être une organisation assujettie au Parti communiste (« *Communist Front Organization* »). Si cela se confirmait, elle ne pourrait plus mériter une licence fédérale en tant qu'entité de bienfaisance, licence qui, parmi d'autres avantages, lui permettait de ne pas payer d'impôts. Il faut dire que, depuis le début, l'HUAC s'était particulièrement intéressé aux groupes et individus qui s'étaient déclarés solidaires de la République espagnole, vétérans et amis de la Brigade Abraham Lincoln compris. Dans cette perspective, les recherches de l'HUAC le menèrent jusqu'aux bureaux de l'*Unitarian Service Committee*, qui était, au bout du compte, l'entité destinataire des fonds de Barsky. En octobre 1946, une délégation de sept représentants unitariens dut comparaître devant Wood

et Rankin pour démontrer que l'USC était une organisation purement nord-américaine et humanitaire (c'est-à-dire, apolitique et non assujettie à des intérêts étrangers). Au cours d'une session à huis clos, les unitariens déclarèrent que leur comité se consacrait à fournir de l'aide humanitaire à tous les réfugiés dans le besoin, sans tenir compte des affiliations politiques et sans « aucune intention de profit à des fins politiques \* ». Cependant, ils vont devoir admettre que l'USC n'avait aucun mécanisme de contrôle interne susceptible d'empêcher la présence de communistes dans l'organisation.

La controverse, qui attira l'attention médiatique et qui porta une ombre sur la réputation des organisations unitariennes, généra des luttes politiques internes à l'Association Unitarienne ainsi que des tensions avec les autres organisations d'aide aux réfugiés. Cette même année 1946, un représentant de l'*International Rescue Committee*, organisation rivale d'aide aux réfugiés, écrivit une lettre à la direction des unitariens dans laquelle il accusait les deux personnalités centrales de l'USC en Europe, Herta (Jo) Tempy et Noel Field, de réserver un traitement de faveur aux réfugiés d'affiliation communiste, de militer au Parti et, pour finir, de travailler avec la police secrète de l'URSS. Des accusations semblables naquirent à Toulouse, où diverses organisations non communistes alléguèrent que les institutions financées par l'USC, comme l'hôpital Varsovie, plus connu aux États-Unis sous le nom de *Walter B. Cannon Memorial Hospital*, pratiquaient la discrimination en faveur des communistes. Face à ces accusations, en 1948, Cornelia Cannon, veuve du Dr Walter B. Cannon (1871-1945), demanda au *Joint Anti-Fascist* de ne pas utiliser le nom de son mari pour désigner l'*Hospital Varsovia/Walter B. Cannon Memorial Hospital*, demande que le JAFRC ignore<sup>16</sup>. À ce moment-là, les unitariens s'étaient déjà désintéressés de l'hôpital.

\* Témoignage non publié du Rev. Howard Brooks devant la *House Un-American Activities Committee*, 21 octobre 1946, p. 164, *Lexis Nexis Congressional*, Hearing ID HRG-1946-UAH-0012, CIS-NO: 79 HUna-T.17, <http://www.lexisnexis.com/congcomp/getdoc?HEARING-ID=HRG-1946-UAH-0012>.

Cependant, l'utilisation du nom de Cannon – figure éminente de la physiologie mondiale et initiateur du néologisme « homéostasie » – coulait de source. Aux États-Unis, il avait été la référence la plus importante des campagnes de soutien à la République espagnole pendant la guerre civile. En mars 1937, il accepta la charge de « *national chairman* » du *Medical Bureau to Aid Spanish Democracy* et, peu après, la direction de la section de Boston<sup>17</sup>. Il a toujours été considéré comme un admirateur et allié de Barsky, malgré quelques divergences sur les priorités d'organisation<sup>18</sup>. Pour autant, selon différents témoignages, entre autre celui de son gendre, le célèbre historien Arthur Schlesinger Jr, il n'entretenait pas de relations particulièrement cordiales avec les membres du Parti communiste. Schlesinger, unitarien comme ses beaux-parents, le considérait comme une personne de tendance plutôt conservatrice<sup>19</sup>.

Au sein du *Medical Bureau*, Cannon s'employa à ce que les activités soient limitées à l'aide aux réfugiés espagnols et il s'efforça à ce qu'elles ne deviennent pas un motif de luttes ou de positionnement partisan. En 1938, par exemple, il fit tout son possible pour éviter que les communistes ne contrôlent le comité de Boston<sup>20</sup>. En 1940, il échangea une correspondance avec le professeur de philosophie Sydney Hook, du *Committee for Cultural Freedom*, à propos d'une information selon laquelle le *Medical Bureau* était dirigé par les communistes. Selon Hook, dans une lettre adressée à Cannon, « le *Medical Bureau to Aid Spanish Democracy* était en réalité le *Medical Bureau to Aid the Communist Party* » et il fondait ces propos sur le témoignage de personnes affiliées à l'organisation, comme Francis Henson et John Jacobs Posner<sup>21</sup>. Cannon, s'apercevant que Hook ne changerait en aucun cas d'opinion, cessa la correspondance<sup>22</sup>.

Au début des années 1940, le physiologiste de Boston s'impliqua activement dans l'aide aux réfugiés espagnols en France, en se mettant au service de la *Spanish Refugee Relief Campaign* (SRRC), ce qui le rapprocha de nouveau de Barsky, ainsi que de l'*Emergency Rescue Committee*. Une de ses préoccupations fut la sauvegarde du professeur

de pharmacologie de l'université de Barcelone, Jesús M. Bellido i Golferichs (1879-1952), qui, en exil à Toulouse, traduisit en castillan *The Wisdom of the Body*, un des livres les plus connus du scientifique américain<sup>23</sup>.

Vers la fin de 1944, Cannon, accompagné de son épouse, passa quelque temps au Mexique, où il eut l'opportunité de visiter le Sanatorium Barsky, clinique soutenue par les dons nord-américains destinés aux réfugiés espagnols. À cette époque, il était « *chairman honoraire* » de la section bostonienne du *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*<sup>24</sup>.

Dans ses mémoires, publiées quelques mois avant sa mort, Cannon manifeste son esprit tolérant et antidogmatique. Ainsi, par exemple, en se référant à l'amélioration des relations entre les médecins soviétiques et américains par l'intermédiaire de l'*American Soviet Medical Society*, il dit littéralement :

« Votre pays (l'URSS) et le mien ont déployé un énorme effort pour en finir avec le massacre dévastateur hitlérien de personnes innocentes et de valeurs humaines fondamentales. Si le résultat de cette lutte fut favorable, ces deux puissantes nations, ensemble, pourraient avoir une capacité incommensurable pour mener à bien des entreprises pacifiques<sup>25</sup>. »

En réalité, Cannon, unitarien et démocrate, était un représentant de l'élite libérale chrétienne de la côte Est des États-Unis, qui alliait une certaine ingénuité politique à une attitude ouverte et pragmatique face au panorama mondial. Si, durant la guerre civile espagnole, il prit position pour la République, ce fut, en grande partie, grâce à son amitié pour Juan Negrín et d'autres physiologistes espagnols, parmi lesquels il comptait des disciples directs<sup>26</sup>. En accord avec la pensée de ses amis, il était convaincu que la cause républicaine était celle du progrès, de la démocratie et de la liberté. Cette conviction lui donnait la force nécessaire pour supporter les constantes accusations de « rouge » et de « compagnon de route », y compris de la part de ses confrères et de ses étudiants de Harvard<sup>27</sup>.



### Démantèlement du *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*

Pourtant, si toutes les accusations contre l'USC étaient exagérées, elles avaient cependant un fond de vérité : Tempi et Field étaient en effet communistes, comme l'étaient beaucoup de réfugiés qui bénéficiaient de l'aide apportée par l'USC<sup>28</sup>. Mais cela n'avait rien de surprenant, étant donné que, d'une façon générale, il y avait un bon pourcentage de communistes parmi les réfugiés antifascistes. Alarmée par les dénonciations, l'*American Unitarian Association* envoya en 1946 un comité d'investigation en Europe, dont les renseignements conclurent que, faute de preuves, les accusations ne pouvaient être corroborées<sup>29</sup>. Malgré tout, l'épisode aboutit à une purge dans les rangs des unitariens et provoqua le départ de Fritchman, Tempi et Field, ainsi que celui de Charles Joy, qui avait dirigé les opérations européennes pour le compte de l'USC. C'est alors que l'USC nomma la Nord-Américaine Persis Miller pour diriger la délégation de Toulouse<sup>30</sup>.

C'est dans ce contexte de doutes et de suspicions que l'*Unitarian Service Committee*, conjointement avec le *Joint Anti-Fascist*, décida d'entreprendre une campagne publicitaire mettant l'accent, encore une fois, sur l'élément visuel. Ainsi, en 1946, l'USC et le JAFRC passèrent commande au cinéaste Paul V. Falkenberg, du documentaire *Spain in Exile* \*. Et au printemps de la même année, l'USC engagea un jeune photographe juif de New York, Walter Rosenblum, pour passer quelques mois en Europe avec la charge d'exprimer en images photographiques, les diverses facettes de l'aide aux réfugiés. Rosenblum, ami et disciple de Lewis Hine et de Paul Strand, venait tout juste de quitter l'armée nord-américaine, où il avait photographié et filmé le débarquement en Normandie et la libération du camp de Dachau<sup>31</sup>. À l'automne 1946, les photographies de Rosenblum –

\* Né en Allemagne en 1903, Falkenberg avait émigré aux États-Unis en 1938. Voir la présentation du film dans ce même livre.

images dramatiques empreintes de dignité, y compris une série sur l'*Hospital Varsovia* – commencèrent à apparaître dans la presse des USA, non seulement dans la revue des unitariens, le *Christian Register*, mais aussi dans les médias de grand tirage comme *The New York Times*, *The New York Herald Tribune*, le journal *PM* et la revue populaire *Liberty*.

Malgré tout, la campagne n'arriva pas à contrecarrer les effets négatifs de la controverse politique soulevée par le Comité d'activités antiaméricaines. Tandis que diminuaient les fonds recueillis par les congrégations unitariennes et les apports du public en général, la source des fonds gouvernementaux se tarissait. Au début de 1948, le nombre de programmes administrés par l'USC était réduit de 50 %. Début 1949, Noel Field, qui avait démissionné de l'USC en décembre 1947, disparut mystérieusement – en réalité, il fut détenu par les services secrets communistes – et au cours des trois années suivantes, son nom va figurer en bonne place dans différents procès pour espionnage en Hongrie, Allemagne de l'Est et Tchécoslovaquie. Au début des années 1950, deux célèbres trotskistes nord-américains, Nancy et Dwight MacDonald – convaincus que, depuis plusieurs années, les organisations (philo)communistes ne s'intéressaient pas aux réfugiés non communistes – fondèrent le *Spanish Refugee Aid* (SRA), consacré à aider exclusivement les réfugiés qui n'étaient ni militants ni sympathisants du Parti communiste.

La situation de Barsky, pendant ce temps, empirait de jour en jour. Lui qui avait fondé l'*American Medical Bureau to Aid Spanish Democracy*, qui était parti en Espagne dans un des premiers embarquements de volontaires américains, qui avait fondé et dirigé sept hôpitaux pendant la guerre civile et qui arborait le grade de commandant des Brigades Internationales ; lui qui avait fondé en 1942 le *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*, organisation qui permit le transport de beaucoup de réfugiés espagnols au Mexique, où un sanatorium portait son nom<sup>32</sup> ; lui, Barsky, serait une des victimes em-

blématiques de la « chasse aux sorcières » entreprise par le Comité d'activités antiaméricaines.

En 1944, il écrivit ses mémoires de la guerre civile, intitulés *The Surgeon Goes to War*, texte inédit de plus de trois cents pages. En janvier 1945, lui et ses compagnons du JAFRC eurent obligation de comparaître devant l'HUAC; ainsi commença un pénible et lamentable procès judiciaire qui dura environ dix ans (nécessitant à son tour des collectes de fonds) et qui mit à mal ce chirurgien hors du commun. En pratique, ce procès ignora une bonne partie de l'aide humanitaire destinée à la France et, plus précisément, à l'*Hospital Varsovia*<sup>33</sup>. En novembre 1950, à sa sortie de prison, il retrouva sa femme et sa fille, il était malade et avait perdu plus de dix kilos. Quelques mois plus tard, il démissionnait de son poste de directeur du *Joint Anti-Fascist Refugee Committee*, organisation qui, après une série de coups durs économiques et de procès judiciaires, dut se dissoudre en 1955<sup>34</sup>.

Par ailleurs, Barsky continua à soutenir les causes progressistes. En 1964, il devint membre fondateur du Comité médical des Droits de l'Homme, qui portait assistance aux activistes participant aux luttes, parfois violentes, pour les droits civiques des Noirs dans le Sud des États-Unis. Il manifesta aussi contre la guerre du Vietnam. Cependant, il ne put pas connaître la fin de la dictature franquiste, car il mourut quelques mois avant le Généralissime.

## NOTES

1. Lettre de Charles Clements à Àlvar Martínez Vidal (Boston, 15 septembre 2009).
2. [Anonyme] : « Nuestra protesta », *Anales del Hospital Varsovia*, 1948, 1 : 1.
3. ARENDT, 1973, p. 279.
4. SMITH, 2009, p. 145.
5. Voir REY GARCÍA, 1997 et SMITH, 2007.
6. REY GARCÍA, 1997, p. 89 et 100.
7. REY GARCÍA, 1997, p. 87-112.
8. SMITH, 2009, p. 138, 145 et 164-165. Voir aussi REY GARCÍA, 1997, p. 87-112.
9. REY GARCÍA, 1997, p. 92.
10. DEERY, 2009, p. 171.
11. CARROLL et FERNÁNDEZ, 2007.
12. *Columbia University, Spanish Refugee Relief archives, Part L, Box 2. « Questions and answers on the Spanish refugees. A supplement to the Pilot manual » ; « Resolution No. 1. Adopted at the Executive Board Meeting of the Medical Bureau and North American Committee to Aid Spanish Democracy. April 18, 1939 ».*
13. FABER, 2009, p. 17.
14. CRUSELLS, 2006, p. 231-239.
15. DI FIGLIA, 1990.
16. SCHLESINGER, 2000, p. 403.
17. WOLFE *et al.*, 2000, p. 357.
18. *Ibidem*, p. 371.
19. SCHLESINGER, 2000, p. 183.
20. SMITH, 2009, p. 162; WOLFE *et al.*, 2000, p. 374.
21. S. HOOK, E. SHAPIRO, « *Letters of Sydney Hook: Democracy, Communism and the Cold War* », Armonk, New York; M. E. SHARPE, 1995, p. 87-88.
22. WOLFE *et al.*, 2000, p. 463-465.
23. MARTÍNEZ VIDAL et SALLEN DEL COLOMBO, 2010.
24. WOLFE *et al.*, 2000, p. 516-517.
25. W.B. CANNON, « *The Way of an Investigator. A Scientist's Experience in Medical Research* », New York; W. W. NORTON, 1945, p. 163-164.
26. GLICK, 1985.
27. WOLFE *et al.*, 2000, p. 359-361.
28. BARTH *et al.*, 2005; PIKE, 1984, p. 174.
29. [Anonyme], « *Special Report: Unitarian Service Committee* », *Christian Register*, 1947; 125 : 11A, p. 501-523.
30. PIKE, 1984, p. 175.
31. FABER, 2009, p. 3-5 et 8.
32. DEERY, 2009, p. 173.
33. *Ibidem*, p. 184.
34. *Ibidem*, p. 192.